
ARRÊTÉ MUNICIPAL

**Arrêté n° 2024_017 portant délégation de fonctions et de signature
à Madame Virginie Bouvier, 4^{ème} adjointe,
en charge du patrimoine communal, de la gestion des logements communaux
et de la politique du logement.**

Le maire de la commune de Morzine,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-18 ;

Vu la délibération n° 2020.05.01, en date du 28 mai 2020, déterminant le nombre d'adjoints ;

Vu la délibération n° D_2024_01_01 en date du 02 janvier 2024 portant élection d'un nouvel adjoint ou suppression d'un poste d'adjoint ;

Vu la feuille de proclamation en date du 02 janvier 2024 ;

Attendu que le maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints ;

Considérant que pour la bonne administration de la commune de Morzine, il convient de donner délégation aux adjoints ;

Considérant qu'il y a lieu d'identifier, à un moment donné et pour une catégorie déterminée d'actes, le titulaire de la délégation en différenciant précisément ces délégations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Délégation de fonctions est donnée à Madame Virginie Bouvier, 4^{ème} adjointe, en charge du patrimoine communal, de la gestion des logements communaux et de la politique du logement, pour intervenir dans les domaines suivants :

- patrimoine communal ;
- gestion des logements communaux ;
- politique du logement.

ARTICLE 2 :

Dans ces domaines, Madame Virginie Bouvier, 4^{ème} adjointe au maire, exercera les fonctions suivantes :

- coordination politique ;
- animation de la réflexion ;
- pilotage des réunions et commissions, dossiers et projets relevant de ces thématiques ;
- lien avec les partenaires institutionnels et associatifs ;
- représentation du maire, de la municipalité et du conseil municipal de Morzine ;
- suivi des domaines d'intervention, en lien avec le directeur général des services et les référents techniques par lui désignés.

ARTICLE 3 :

La présente délégation entraîne délégation de signature.

Cependant, cette délégation de signature ne concerne pas :

- les arrêtés ;
- les actes notariés ;
- les baux et toutes autres décisions qui pourraient affecter la consistance du patrimoine de la commune de Morzine ;
- tout document qui engagerait les moyens de la commune de Morzine au-delà des limites des crédits inscrits aux budgets.

Dans ce cadre, la signature par Madame Virginie Bouvier, 4^{ème} adjointe en charge du patrimoine communal, de la gestion des logements communaux et de la politique du logement :

- devra être précédée de la mention suivante « *Pour le maire et par délégation* »,
- emportera, sous le contrôle du directeur général des services, versement et enregistrement du document signé aux archives de la commune de Morzine.

ARTICLE 4 :

En application de l'article 6 du décret 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, conseillère municipale titulaire d'une délégation de signature, Madame Virginie Bouvier, 4^{ème} adjointe, si elle estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, devra en informer le maire par écrit en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Un arrêté du maire déterminera, en conséquence, les questions pour lesquelles Madame Virginie Bouvier, 4^{ème} adjointe, devra s'abstenir d'exercer ses compétences.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté, qui retire l'arrêté précédent référencé AM_2021_091, portant délégation de fonctions et de signature à Mme Virginie Bouvier, 4^{ème} adjointe, est exécutoire tant qu'il n'aura pas été rapporté ou abrogé par un arrêté contraire.

ARTICLE 6 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera applicable après affichage et transmission à Monsieur le préfet de la Haute-Savoie. Il sera inscrit au registre des actes administratifs de la commune de Morzine. Une ampliation sera notifiée au délégataire.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

A Morzine, le 12 février 2024,

Le maire,

Fabien Trombert.



Notification à Madame Virginie Bouvier,

4^{ème} adjointe,

Le

12/02/2024

